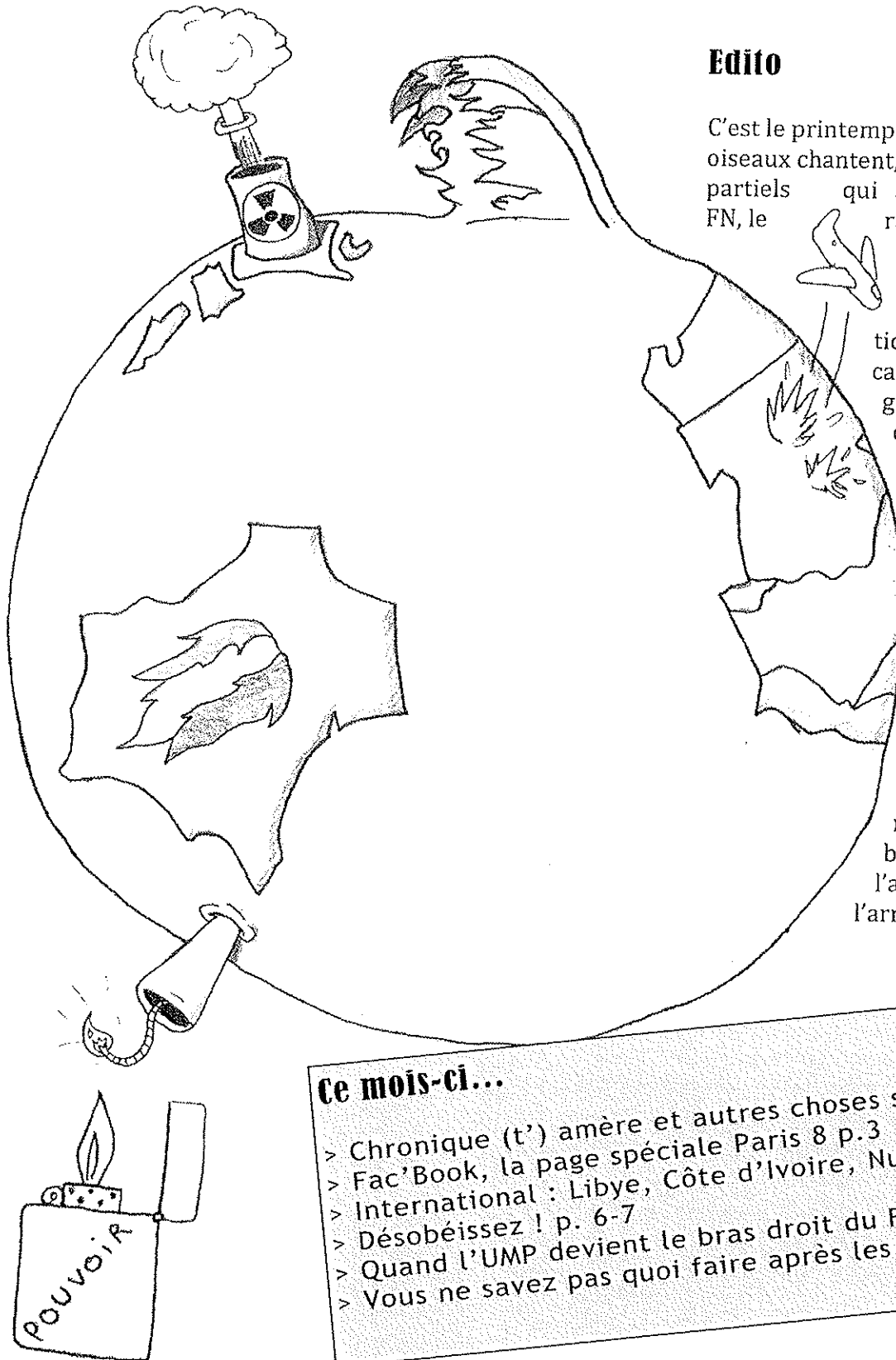


le journal de gauche qui touche à tout



Edito

C'est le printemps. Il fait beau, les petits oiseaux chantent, cui cui. On en oublie les partiels qui approchent, la montée du FN, le racisme d'Etat, le risque nucléaire, la répression sanglante des insurgés, le réchauffement climatique, les tornades américaines, la division de la gauche et les dérives de la droite, les SDF, la discrimination, le Père Noël qui n'existe pas, la fin du monde. Ehh oui, le printemps nous fait tout oublier. Mais *Point G* vous le rappelle ! Après un premier numéro-test, nous vous sortons l'artillerie lourde : un numéro 2 augmenté de quatre pages, élaboré minutieusement et bouclé dans les règles de l'art, c'est-à-dire à l'arrachée.

Ce mois-ci...

- > Chronique (t') amère et autres choses sérieuses p. 2
- > Fac'Book, la page spéciale Paris 8 p.3
- > International : Libye, Côte d'Ivoire, Nucléaire... p. 4-5
- > Désobéissez ! p. 6-7
- > Quand l'UMP devient le bras droit du FN p. 8-9
- > Vous ne savez pas quoi faire après les cours ? p.10-11



Le mot de la rédaction

Vous l'avez sans doute remarqué : *Point G* a augmenté de 10 cts. Par souci de transparence, nous vous l'expliquons : Inflation, capitalisation, profit ? Pas du tout, simplement une augmentation du prix proportionnelle à celle du nombre de pages. Eh oui, *Point G* s'agrandit avec 4 pages supplémentaires, pour permettre à toute la rédaction de s'exprimer et respirer. Le prix affiché reste égal au coût de production (on est de gauche ou on ne l'est pas). Cependant si vous voulez nous soutenir, nous témoigner votre amour charnel, nous exprimer votre reconnaissance pour vous avoir sauvé votre trajet sur la 13, vous pouvez opter pour le « prix libre » et nous donner davantage.

L'argent récolté servira à payer l'impression du prochain numéro, sans devoir nous serrer la ceinture.

A vot' bon cœur, m'sieurs dames, et bonne lecture !

CHRONIQUE (T') AMÈRE

Quand les prostituées quittaient le trottoir pour prendre la rue

Ah ce fameux mois d'avril, mois des blagues et du foutage de gueule... Et oui, depuis le 1er avril, le gouvernement met tout en œuvre pour enfin arriver à tuer le plus vieux métier du monde ! Je m'explique, Mme Bachelot, ministre des Solidarités, se sent soudainement pleine d'empathie pour ces FEMMES (et non ces hommes) qui se prostituent. Après leur avoir racketté des impôts sans légaliser la pratique ni reconnaître leur travail comme étant un boulot à part entière, le gouvernement découvre une nouvelle façon de faire du fric en leur volant leurs chers et tendres clients : ainsi chaque personne prise à consommer les services de ces dames se mangera une pitite amende (ou pour faire plus joli : chaque prestation sera surmontée d'une gentille *taxe*). Alors quand le plus grand mac de France parle de solidarité, ça me fait doucement rire... (Et pourquoi ne pas faire payer un loyer aux sdf qui occupent le trottoir). Bref, tout ça dans le but de dissuader ces messieurs qui, selon Bachelot, « génèrent la demande » et contribuent à perpétuer l'existence du plus vieux métier du monde. Mais qui dit demande dit besoin, et donc problème qui attend sa solution. Ainsi, je vous en propose quelques unes : par Solidarité manifestons, en string ou voilés, contre la misère sexuelle que veut imposer le gouvernement, soutenons ces dames devant le ministère de Roselyne, luttons pour la légalisation de la profession, mettons en place des lieux sains et confortables pour leur permettre de travailler décentement et de « consommer » en toute tranquillité (faut avouer que c'est chiant les bois et les voitures à force)... Chro Nique ta mère, Chro Nique le système !

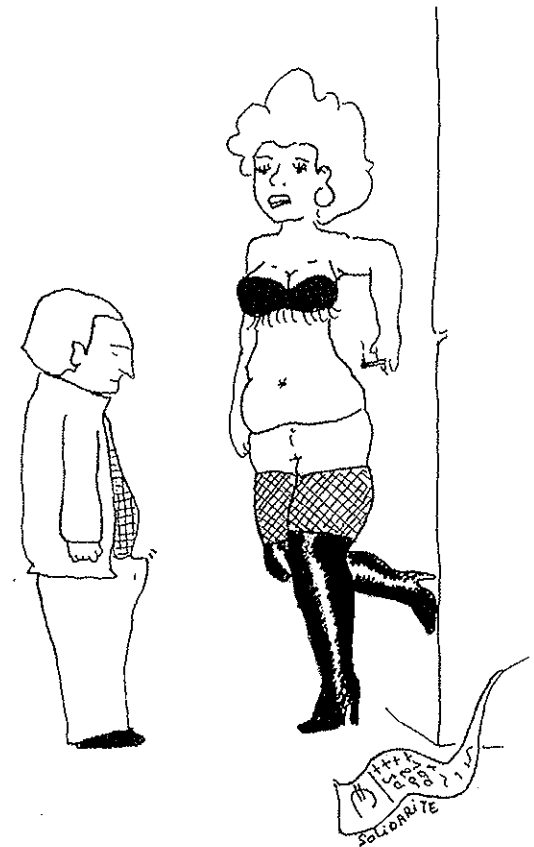
Alice

Le mot de la rédac'chef



Alors qu'on fête cette année les vingt ans du droit de publication lycéen, celui des étudiants reste bien flou. Une circulaire de 1991 permet en effet aux lycéens (même mineurs) de publier un journal sans contrôle ni relecture préalable du chef d'établissement. Un droit certes peu connu, mais qui a le mérite d'exister. Et à la fac ? Ici, le président de l'université est responsable de tout ce qui s'y vend, y compris des journaux étudiants. Peu importe que notre directeur de publication assume la responsabilité de nos écrits. Ici, pour vendre *Point G*, la « relecture préalable » n'est pas négociable. Dur de se résoudre à soumettre la maquette en haut-lieu, après les années lycées pleines de doigts d'honneur aux provinciaux.

Notre liberté d'expression en prend-elle un coup pour autant ? Pour l'instant non, et si vous lisez ces lignes, c'est que la Présidence a dit « Banco ». Mais si notre journal ne subit pas la censure à Paris 8, le politiquement-correct-rigide-bien-pensant sévit peut-être dans d'autres universités...



« Je suis désolé, mais entre l'alcool, les cigarettes et maintenant toi... Je dois faire des sacrifices. »